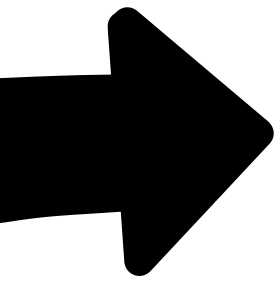


Après les 10 et 18 septembre, maintenons la **PRESSION** dans l'éducation

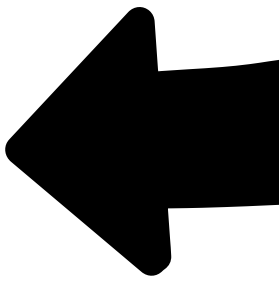
Après la mobilisation réussie du 10, la journée de grève intersyndicale et interprofessionnelle du 18 septembre a été très suivie avec plus d'un million de personnes dans la rue. Dans notre secteur, un personnel sur deux était en grève dans le second degré et un sur trois l'était dans les écoles.

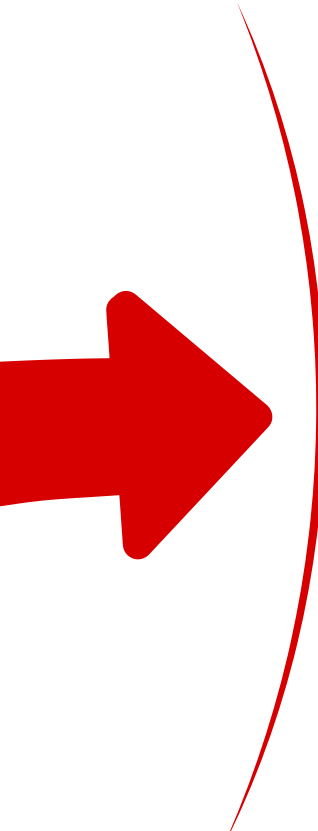


Le silence de Sébastien Lecornu le jour de cette mobilisation illustre la fébrilité d'un exécutif affaibli et minoritaire qui doit revoir sa copie et abandonner sa politique d'austérité mise en place depuis plusieurs années.

L'austérité budgétaire a un réel impact sur les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves. Les classes sont surchargées, nombre d'enseignant·es, de personnels AESH, AED et médico-sociaux manquent à l'appel, depuis la rentrée,

les coupes budgétaires des collectivités territoriales mettent à mal le travail des équipes dans de nombreuses écoles et établissements, les moyens sont réduits pour offrir aux élèves un accès à la culture. La forte mobilisation de notre secteur illustre une détermination à exiger un service public d'Éducation de qualité par un recrutement massif de personnels, une titularisation des contractuel·les et une augmentation réelle des salaires.





SUD éducation appelle à nouveau l'ensemble des personnels de notre secteur à se réunir et discuter dans tous les établissements des suites de la mobilisation, à participer aux initiatives locales et à en construire pendant la semaine. Il s'agit de maintenir la pression sur le Premier ministre et le prochain budget qu'il présentera.

L'intersyndicale interprofessionnelle a donné un **ultimatum au premier ministre** : si le pouvoir ne lâche rien, nous construirons une mobilisation qui **bloque le pays par la grève dans tous les secteurs**.

La grève doit être majoritaire dans nos écoles, nos établissements, nos universités. Que les cours ne se tiennent pas, que les services soient fermés. La question de sa reconduction doit enfin être centrale pour pouvoir arracher des victoires.

Pourquoi se mobiliser

alors que le budget proposé par François Bayrou est abandonné et qu'il a démissionné



La politique d'austérité reste la même depuis qu'Emmanuel Macron est arrivé au pouvoir ;



La nomination de Sébastien Lecornu au poste de 1er ministre n'engage pas de changement de cap politique qui fait toujours payer la crise aux salarié-es et à la jeunesse ;



Nous devons réclamer un budget plus juste socialement, pour une meilleure école et une meilleure société.